PROCES VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 9 JUIN 2020

Le mardi 9 juin 2020, salle Jean FERRAT, le Conseil Municipal s'est réuni à 19h00, sous la Présidence de Madame Joëlle LEGRAND, Maire d'ESCAUTPONT ;

Préambule :

Madame le Maire ouvre la séance et souhaite la bienvenue à l'ensemble du Conseil Municipal. Elle informe l'assemblée que comme prévu lors de tout Conseil Municipal, les informations concernant la date et les modalités d'accès à la salle Jean Ferrat ont été notifiées sur la page Facebook de la commune afin que chaque citoyen puisse en prendre connaissance. Cependant, les mesures sanitaires liées au COVID-19 nous imposent un accueil restreint du public.

Elle remercie le public et le personnel communal présent qui participe au Conseil Municipal de ce jour.

Elle demande aux élus, pour faciliter la compréhension des échanges, d'utiliser le micro à chacune de leur intervention.

Madame le Maire annonce qu'une réflexion est menée concernant l'enregistrement et la rédaction des procès-verbaux des réunions du Conseil Municipal. En effet, il est compliqué pour les secrétaires de séance, chargés de la rédaction du procès-verbal, de retranscrire les échanges tout en participant aux débats.

Elle annonce que dès à présent l'appel de l'Assemblée sera effectué à tour de rôle par les Elus. Elle propose donc à **Monsieur Benamar TOUATI** de procéder à l'appel du jour.

Monsieur Benamar TOUATI procède à l'appel :

Absents :

- Monsieur Cédric LATOUCHE, pouvoir donné à Monsieur Patrick LATOUCHE.
- Monsieur Tony HERNANDEZ, pouvoir donné à Monsieur Michel RENARD.
- Monsieur Romuald CHANTREL, pouvoir donné à Madame Joëlle LEGRAND, Maire de la Commune.

Mesdames Catherine ROLY, Tiffanie SURIA et Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI sont nommés "secrétaire de séance".

Madame le Maire s'assure que le quorum est atteint.

Elle explique à l'Assemblée que des points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour, liés à des situations urgentes qui ne peuvent être reportés au Conseil Municipal suivant. Il est alors demandé aux Elus de se prononcer sur l'ajout d'un point à l'ordre du jour concernant **la mise en place de l'astreinte de décision, à destination des Chefs de Service.**

Elle appelle les élus à voter l'ajout de ce point.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

THEME ADMINISTRATION GENERALE

I- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 26 MAI 2020

Aucune observation.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

II- ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL.

Madame le Maire rappelle que conformément à l'**Article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales** « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Conseil Municipal établit son propre règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. **Le Règlement Intérieur peut être déféré au Tribunal Administratif.**

Suite aux Élections Municipales du 15 mars 2020 qui a conduit à l'installation du nouveau Conseil Municipal de la Ville d'ESCAUTPONT, lors de sa séance en date du mardi 26 mai 2020, il est nécessaire d'établir un Nouveau Règlement Intérieur de Fonctionnement du Conseil Municipal.

Le Règlement doit impérativement fixer :

- Les conditions d'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), (Art. L.2312-1 du CGCT)
- Les conditions de consultation, par les Conseillers Municipaux, des projets de contrats ou de marchés (Art. L. 2121-12 du CGCT).
- Les règles de présentation et d'examen, ainsi que la fréquence de Questions Orales (Art. L 2121-19 du CGCT).

Le Conseil Municipal est appelé à commenter et voter le Règlement Intérieur concernant le Fonctionnement du Conseil Municipal, pour la durée du Mandat.

Madame le Maire signale aux Elus que des modifications ont été apportées sur le document initial suite à une précision concernant l'organisation des commissions municipales. Elle énumère ces modifications qui apparaîtront sur le nouveau document.

Elle ajoute également que **Messieurs Daniel HERLAUD, Jean-Luc FRERE et Benamar TOUATI** (en qualité de **Vice Président du CCAS**) auront délégation de signatures en cas d'absence du Maire.

Les signatures engagent la responsabilité de chaque Adjoint, mais également celle du Maire.

Madame le Maire signale que **Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI** lui a adressé des questions sur certains points à l'ordre du jour.

Sa première question concerne l'article 5.6 du Règlement Intérieur portant sur le Comité Consultatif. Il s'interroge sur la pertinence des termes "catégorie d'habitants" utilisés dans le 4e paragraphe et en propose modification afin d'éviter toute mauvaise interprétation.

Madame le Maire approuve cette remarque et suggère de ne garder que le terme "habitants".

Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI souhaite également intervenir au sujet de l'article 2 relatif au délai de convocation du conseil municipal. Il souhaiterait ajouter au texte le terme "minimum" afin de préciser que "le délai d'envoi doit être adressé aux Conseillers Municipaux par écrit à domicile 5 jours francs **minimum** avant celui de la réunion".

Madame le Maire lui précise que ce texte est issu de l'article L 2121-12 du Code Général de Collectivités Territoriales et que celui-ci ne peut être modifié.

Elle remercie Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI pour ses questions.

Madame le Maire revient ensuite sur l'article 11 concernant l'accès et la tenue du public à l'occasion des réunions du Conseil Municipal. En effet, les membres du public doivent observer le silence durant toute la durée de la séance. Cependant, le Maire, ayant la police de l'assemblée, peut autoriser un membre du public à prendre la parole.

Madame le Maire souhaite apporter également des précisions quant à l'article 13 du Règlement intérieur relatif au Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). En effet, il est prévu que ce dernier doit être organisé dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget. Cependant, l'ordonnance du 25 mars 2020 du Gouvernement faisant suite à la crise sanitaire prévoit exceptionnellement que le DOB peut être tenu dans un délai plus court.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

THEME FINANCES

III- DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE- APPROBATION DU RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

La parole est donnée à Monsieur Daniel HERLAUD, 1er Adjoint au Maire chargé des finances.

Monsieur Daniel HERLAUD souligne que le débat d'orientation budgétaire aurait dû avoir lieu en mars, mais a été reporté en raison de la crise sanitaire.

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif et approuve le Rapport d'orientations budgétaires (ROB). Il s'agit d'un document complexe de prime abord, contenant des termes techniques avec lesquels les

nouveaux Elus auront l'occasion de se familiariser rapidement.

Pour mémoire, la loi du 6 février 1992, dans ses articles 11 et 12, a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus, ainsi qu'aux Régions, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget . L'Article L.2312-1 du CGCT, modifié par la loi du 7 août 2015 (Loi NOTRe), reprend cette disposition.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur prévu par l'Article L 2121-8. Il s'agit donc d'un changement de date exceptionnel et autorisé, crise sanitaire oblige.

La tenue de ce débat répond à un double objectif :

- d'une part, il permet d'informer les élus sur la situation économique, budgétaire et financière de la commune et procéder à une évaluation prospective sur les perspectives économiques locales. Il offre la possibilité en outre, d'éclairer les élus sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement ainsi que de préciser les engagements pluriannuels.
- D'autre part, le débat participe à l'information des administrés et constitue à ce titre un exercice de transparence à destination de la population.

L'analyse financière de notre budget met donc en évidence un autofinancement qui fluctue au cours des dernières années qui augmente et qui demeure depuis plusieurs années, signe de faiblesse des subventions reçues face aux dépenses engagées.

Compte tenu de la baisse probable en 2020 de la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement), du FPIC (Fonds National de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales) et dans l'ignorance de la compensation de la Taxe d'Habitation (TH) en voie de disparition, la maîtrise des charges de fonctionnement doit continuer, voire même être renforcée, comme évoqué lors des DOB précédents.

Le Budget, voté à l'équilibre, n'est pas figé dans le temps, des décisions modificatives s'avéreront sans doute nécessaires, mais notre commune essaie surtout de conserver par sa rigueur cet équilibre budgétaire, comme pourrait le faire un ménage rigoureux pour son propre budget.

A-RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement correspondent à des recettes qui n'ont pas vocation à rester à l'actif de la collectivité, c'est-à-dire à des recettes « courantes ». Elles se distinguent des recettes d'investissement qui sont liées à des opérations qui ont vocation à rester durablement dans le patrimoine de la collectivité.

Les recettes de fonctionnement de la Commune sont constituées de 3 éléments :

- les recettes fiscales (taxes foncières, taxes d'habitation compensée et allocations compensatrices).
- Les dotations (de l'Etat, du Département et de la CAPH)
- les produits (locations diverses, concessions)

Toute recette est importante pour la collectivité. La suppression progressive en cours de la Taxe d'Habitation ne rassure pas, car les mesures de compensation ne sont toujours pas

claires.

B- RECETTES FISCALES :

Monsieur Daniel HERLAUD tient à souligner la faiblesse de nos recettes fiscales qui ne suffisent plus à couvrir les dépenses de personnel. Par ailleurs, la fiscalité locale reflète des paramètres avec lesquels la Commune doit composer et qui connaissent peu d'évolution. Des pourcentages-clés le confirment chaque année :

- 42.4 % de population soumise à l'Impôt sur le Revenu (données INSEE),
- 52 % de logements à vocation sociale (seuil légal imposé de 20%)

D'où le choix de certaines communes de limiter le nombre de logements sociaux au risque de devoir s'acquitter d'une amende.

C-DOTATIONS DE L'ETAT :

Monsieur Daniel HERLAUD rappelle l'injustice subie pour notre Commune qui ne peut prétendre à certaines dotations comme la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) qui est attribuée uniquement aux Communes de plus de 5 000 habitants.

Monsieur Daniel HERLAUD signale que depuis quelques années, la commune subit une érosion de ses dotations. Cette perte représente environ 800 000 euros sur la durée d'un mandat. Il soulève également la question de la participation de l'Etat quant au soutien à l'emploi.

Madame le Maire ne comprend pas pourquoi toutes les communes situées sur le corridor minier ne sont pas reconnues ni traitées de la même manière.

D- RECETTES FISCALES VERSEES PAR LA CAPH :

Monsieur Daniel HERLAUD déclare qu'une solidarité s'exerce au sein de la Communauté d'Agglomération. Les dotations versées sont toutefois révisées par la CAPH en raison de certaines compétences transférées par les communes membres à la Communauté d'Agglomération;

Il rappelle que d'ordinaire la réalisation du ROB se fait sans connaissance de montants précis, car encore inconnue au moment du débat. Il convient de préciser que l'Executif de l'Agglo n'est pas encore en place suite au report du second tour des élections municipales. Il est prévu début juillet.

E- AUTRES DOTATIONS :

Parmi certains versements, **Monsieur Daniel HERLAUD** annonce que les prestations versées par la Caisse d'Allocations Familiales devraient sans doute subir une inflexion, en raison d'une baisse d'activités au sein de nos structures jeunesse (Halte-Garderie et Centres de Loisirs sans Hébergement), mises en sommeil pendant la période de confinement sanitaire sur le territoire national.

La Commune bénéficie par ailleurs, d'une participation de la ville de RAISMES aux frais de scolarisation des enfants raismois scolarisés dans nos écoles.

F- PRODUITS DIVERS :

Il s'agit des recettes qui regroupent, entre autres, l'acquisition de concessions funéraires, les locations de salles, les reventes d'électricité, la location de terrains nécessaire à l'exploitation de deux antennes relais et les locations de biens immobiliers appartenant à la commune.

Monsieur Daniel HERLAUD ajoute que les recettes concernant les locations de salles ont d'ores et déjà subi une baisse estimée à environ **9 000 euros** en raison de la crise sanitaire.

G- EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT :

Il convient de souligner qu'il s'agit de subventions diverses sollicitées par la Commune auprès des différents partenaires institutionnels (Etat, Région, Département) ou d'autres selon la nature des opérations. Il en est ainsi de dossiers thématiques tels que le stade de Football Léo Lagrange soumis à la Ligue de Football Amateur.

Concernant la rénovation du Groupe Scolaire Brunehaut, la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.) ne nous a pas été attribuée pour l'année 2019 (3ème tranche) alors même qu'elle nous avait été promise par le représentant de l'Etat.

Pour résumer, la commune doit sa bonne tenue financière à une gestion saine et rigoureuse, et les opérations d'investissement le sont le plus souvent sur fonds propres.

H- EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :

- **CHARGES GENERALES**

Monsieur Daniel HERLAUD confirme que les charges et les coûts d'entretien des bâtiments ont augmenté. Ces charges sont incompressibles pour le bon fonctionnement de la collectivité.

- **CHARGES DE PERSONNEL :**

Monsieur Daniel HERLAUD fait observer que, malgré une diminution du nombre d'agents, les charges de personnel restent inchangées pour diverses raisons liées aux évolutions de carrière à l'augmentation de cotisations ... Afin d'en réduire l'impact, la commune a recours à des contrats d'apprentissage ou en alternance, ce qui permet aux jeunes de bénéficier d'une scolarité valorisée au sein de la Collectivité.

Madame le Maire précise que cela demande également un investissement humain, car chaque apprenti du supérieur est encadré par un membre du personnel en qualité de tuteur. Il convient donc de remercier également le personnel qui encadre ces jeunes.

- **COTISATIONS 2020 AUX SYNDICATS INTERCOMMUNAUX**

L'adhésion au Syndicat Mixte d'Assainissement et de Distribution et d'Assainissement d'Eau du Nord (SIDEN-SIAN) permet de constater une baisse sensible et régulière de cotisation.

- **SUBVENTIONS AU MONDE ASSOCIATIF :**

En 2020, le soutien financier communal se trouvera confirmé à hauteur égale des années précédentes soit environ 200 000 euros. Ce montant ne tient pas compte des dépenses liées à la mise à disposition des locaux, des terrains, des compenses de dépenses liées à la mise en disposition du personnel technique communal.

Madame le Maire intervient pour préciser que le Conseil Municipal a toujours souhaité soutenir ses associations, qui mettent en valeur le dynamisme de la Commune.

Monsieur Daniel HERLAUD déplore néanmoins que la crise de la COVID-19 ait contraint l'Office Municipal de la Culture, des Loisirs et des Fêtes (OMCLF) à annuler plusieurs manifestations communales. De ce fait, le montant de sa dotation a été revu à la baisse. Cette situation est naturellement passagère et uniquement liée au contexte et n'enlève rien au dynamisme dont l'Office fait preuve chaque année.

Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI s'interroge au sujet la subvention allouée à l'Association des Centres Socioculturel de la Région de Valenciennes (A.C.S.R.V.), au profit du Centre Socioculturel AGATE.

Monsieur Daniel HERLAUD explique le Centre Socioculturel AGATE est adhérent à l'Association des Centres Sociaux de la Région Valenciennoise (ACSRV) qui regroupe seize communes pour lesquelles elle prend en charge la gestion de la partie administrative.

Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI précise qu'il ignorait l'adhésion du Centre Socioculturel AGATE à l'ACSRV.

Madame le Maire précise que chaque Centre Socioculturel conserve son autonomie budgétaire, mais que la gestion administrative de celui-ci est assurée par l'ACSRV.

• **LES INTÉRÊTS DE LA DETTE :**

Monsieur Daniel HERLAUD annonce que le ratio d'endettement est très faible par rapport à la moyenne nationale, mais indique qu'il est nécessaire de rester vigilant à ce sujet.

Le **Débat d'Orientation Budgétaire** présente une vision à moyen ou long terme du devenir de la commune. La mobilisation de fonds est indispensable au financement des projets. Il ajoute également qu'au vu des taux d'intérêt actuels, il apparaît judicieux de mener une réflexion quant à un nouvel emprunt, associé à un nouveau projet d'investissement.

I- PROPOSITIONS DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT POUR 2020 :

Monsieur Daniel HERLAUD rappelle que les principales orientations budgétaires pour 2020 porteront d'abord sur les investissements "classiques", destinés à l'entretien et à l'amélioration du patrimoine communal ainsi qu'au renouvellement du matériel.

Des études sont en cours et d'autres seront amorcées sur les projets suivants :

- Les travaux de peintures extérieurs et l'achat de mobilier dans les écoles.
- La réfection de la rue du LUTTEAU
- Les travaux Rue BEL AIR (clôture du site)
- L'aménagement du Parc Municipal, sécurisation du bassin
- Travaux de rénovation et de mise en norme du stade de Football Municipal Léo Lagrange avec une possible subvention par la Ligue de Football amateur une fois les travaux terminés.
- Les travaux de voiries
- L'ex Centre de Médecine du Travail situé rue Chabaud Latour, qui mérite une réhabilitation avec l'implantation possible d'une maison des associations, car un projet de centre de loisirs a été écarté, au vu de l'accès compliqué pour les bus même si l'ancien site commence à engendrer des frais par sa vétusté.

Monsieur Daniel HERLAUD demande à l'assemblée si quelqu'un souhaite poser une question ou intervenir.

Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI s'interroge sur l'écart important concernant les subventions alors que le nombre d'habitants n'est pas loin des 5 000.

Madame le Maire répond que la commune a connu une baisse de la natalité, il faut aussi songer aux futures séquelles laissées par la crise de la **COVID-19**. Plusieurs projets d'investissements ont dû être abandonnés faute de subvention, il a fallu deux ans pour finaliser

le projet des écoles Brunehaut.

En 2017, certains ont fait des promesses, mais c'est sans compter la difficulté que cela représente pour les concrétiser.

Monsieur Daniel HERLAUD rappelle que notre Conseil Municipal travaille dans le respect des procédures. Le Compte Administratif et le Compte de Gestion établi par **Monsieur le Receveur** sont à l'identique, ce qui est déjà le signe de notre rigueur comptable.

Il demande si quelqu'un souhaite poser une question avant d'approuver ce rapport budgétaire.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

IV FETES ET CEREMONIES

La parole est toujours à **Monsieur Daniel HERLAUD** qui explique que dans le **Décret N°2016-33 du 20 janvier 2016** fixant la liste des pièces justificatives exigées par le comptable public à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement de dépenses publiques, Monsieur le Receveur Municipal de la Recette-Perception de CONDE SUR L'ESCAUT a demandé aux Collectivités rattachées à sa Trésorerie de préciser, par délibération, les principales caractéristiques de dépenses à imputer au **compte 6232 « FETES ET CEREMONIES »**

À cet effet, et conformément aux prescriptions du Receveur Municipal, désormais les dépenses présentées ci-après seront imputées sur le compte 6232, pour la durée du mandat dans la limite des crédits inscrits au budget de la Commune hors alimentation.

- Diverses prestations de service lors de cérémonies officielles (repas des aînés, vœux de la municipalité, fêtes des mères, noces d'or..)
- Les cadeaux ou marques de sympathie y compris les gerbes, fleurs, autres événements ou autres événements importants au bénéfice des agents communaux, d'élus ou tout autres personnes ayant un lien privilégié avec la Commune et dont le montant maximal pourrait être fixé à 500,00 euros TTC.
- Le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations.
- Les feux d'artifices, concerts, manifestations culturelles
- Les frais d'annonces et de publicité liées aux manifestations.
- Le Noël des seniors, bon d'achat ou carte cadeau d'une valeur de 30 à 60 euros, valable dans les commerces locaux. Mais également remise à chaque bénéficiaire, d'une coquille et d'un ballotin de chocolats avec une pochette cadeau.
- Le règlement des factures présentées par les forains pour les fêtes foraines.

Le Conseil Municipal est appelé à affecter, pour la durée du mandat, les dépenses détaillées ci-dessus au compte 6232 "FETE ET CEREMONIES" dans la limite de crédits inscrits au budget.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

V- SOCIETE SAF SARL CONTROLE TECHNIQUE- ANNULATION DE DEUX MOIS DE LOYER DURANT LA PERIODE DE CONFINEMENT « COVID- 19 »

Face à la crise sanitaire du « COVID-19 », la Société SAF SARL « Contrôle Technique » située sur la ZAE « LES BRUILLES » a fait l'objet d'une fermeture administrative durant les deux mois de confinement.

La période de fermeture et d'inactivité de cette société a causé une perte de son chiffre d'affaires.

Le Gérant de la société sollicite la Commune pour l'annulation des loyers des mois d'AVRIL et de MAI 2020, soit un montant total de 3 241.18 euros.

Monsieur Daniel HERLAUD précise que la Société a perçu une indemnisation de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, dans le cadre du fonds de solidarité aux entreprises, d'un montant de 1 000 euros.

Monsieur Daniel HERLAUD propose donc différentes alternatives :

- l'annulation complète des loyers,
- un échelonnement de la dette sur plusieurs mois,
- La réduction de loyer à hauteur de 1 000 euros, équivalente au fonds de solidarité de la CAPH,
- le paiement total des loyers.

Monsieur Benamar TOUATI estime qu'il serait judicieux d'envoyer un signe fort aux entreprises qui ont souffert pendant la crise sanitaire. Cependant, il est d'avis de déduire des créances de loyer la somme de 1 000 euros.

Madame Annie NOTELET pense qu'il serait préjudiciable de proposer un échelonnement, car l'avenir reste incertain, cela pourrait provoquer un endettement plus important pour cette petite entreprise et le mettre ainsi encore plus en difficultés.

Monsieur Daniel HERLAUD n'est pas partisan de l'annulation complète de la dette.

Monsieur Benjamin LECLERCQ rejoint l'avis de Monsieur Daniel HERLAUD pour un remboursement avec un échéancier sur du long terme.

Madame Virginie BERNUS rappelle que ce commerçant fait également un relais pour les livraisons. Elle propose une aide à hauteur de 1 000 euros et l'étalement de la dette.

Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI demande si la commune a connaissance du chiffre d'affaires de l'entreprise ?

Madame le Maire répond qu'elle ne possède pas cette information.

Monsieur Patrick LATOUCHE signale le fait que malgré la crise, le Directeur de cette entreprise a toujours gardé son employé et ne l'a pas mis au chômage technique. Il propose l'annulation complète de la dette. Il ajoute que la mairie fait bien souvent appel aux services de cette société pour préserver l'état de ses véhicules à des tarifs très intéressants.

Monsieur Daniel HERLAUD souhaiterait avoir des précisions concernant ces entretiens.

Monsieur Patrick LATOUCHE répond que la commune a dû faire établir un contrôle technique à un «boxer» et que sans les conseils de ce gérant, le véhicule n'aurait pas pu être

remis en circulation pour une durée de deux ans.

Madame le Maire soumet au vote :

VOTE :

21 POUR l'ANNULATION de la DETTE

6 CONTRE une annulation complète, mais pour un étalement de la dette

THEME RESSOURCES HUMAINES

VI- PERSONNEL COMMUNAL- MISE EN PLACE DE LA PRIME SPECIFIQUE « COVID-19 »

Monsieur Daniel HERLAUD rappelle que la politique salariale est définie par la Direction des Ressources Humaines en lien avec les directives de la Direction Politique et Administrative de la Collectivité.

Le Décret N° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la Fonction Publique de l'Etat et de la Fonction Publique Territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de « COVID-19 » permet d'instaurer la prime au sein de la collectivité.

Le versement de cette prime est possible pour :

- **Les Fonctionnaires titulaires et stagiaires**
- **Les agents contractuels de droit public**
- **Les agents contractuels de droit privé employés dans des établissements publics**

Par cette prime, la commune a souhaité remercier les agents pour leur implication pendant la crise.

Le montant de cette prime, qui n'est pas reconductible, peut-être versé en plusieurs fois. Elle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de service, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes.

Le montant alloué à chaque agent, dans la limite du plafond, sera individualisé et variera suivant l'implication, le temps consacré, l'importance des missions, etc.

Le montant de cette prime est plafonné à 1 000 euros par agent.

Madame le Maire précise que le montant total de ces primes s'élève à environ 19 000 euros et varie selon les agents, car certains ont été beaucoup plus sollicités de par leurs activités professionnelles.

Les stagiaires et les contrats PEC (Parcours Emploi Compétences) peuvent également bénéficier de cette prime.

Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI souligne le fait que les Elus viennent de débattre pour un montant de 3 000 euros alors que là il s'agit de 19 000 euros.

Monsieur Benamar TOUATI répond qu'il existe un Décret d'application concernant cette

prime et que la plupart des agents se sont pleinement investis avec des valeurs autres que l'argent. Il est donc normal de les remercier. La majorité est rémunérée au SMIC pour un travail harassant, ils se sont mobilisés et ont maintenu des astreintes téléphoniques même les week-ends.

Madame le Maire explique que le financement de cette prime sera globalement compensé notamment avec les dépenses liées aux nombreuses manifestations annulées n'ont pas été engagées en raison de la crise sanitaire. Elle ajoute que les agents des services techniques n'ont pas hésité à effectuer plusieurs ramassages de déchets verts afin de pallier la fermeture des déchetteries communautaires et ainsi rendre un service apprécié par la population. Il est donc normal d'être reconnaissant envers notre personnel.

Monsieur Daniel HERLAUD précise qu'il s'agit effectivement d'un geste de remerciement envers les personnes qui se sont mobilisées durant la période de crise.

Il annonce également qu'un possible remboursement des masques pourrait avoir lieu, mais aucune date n'est définie.

Madame Virginie BERNUS approuve la mise en place de cette prime au regard des risques encourus par les personnels.

Madame Nathalie DELHAYE précise que les personnels des **EPHAD** n'ont reçu aucun remerciement malgré leur dévouement durant cette période où ils sont restés auprès des personnes âgées.

Madame le Maire propose de voter ce point.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

VII- PERSONNEL COMMUNAL-CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT « ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL »

Conformément à l'Article 34 de la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissements par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet ou non complet nécessaire au fonctionnement des différents services municipaux.

La Collectivité souhaite recruter un emploi permanent d'Adjoint Administratif, Catégorie C, à temps complet, dans le cadre d'un recrutement de Chargé d'Accueil au sein de l'Hôtel de Ville.

La rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de Catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

L'agent bénéficiera également d'un droit d'entrée au Comité des Œuvres Sociales de la Collectivité(COS).

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

THEME COMMISSIONS MUNICIPALES.

VIII- CREATIONS DE COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES

IX- DETERMINATION DU NOMBRE DE SIEGES POUR CHAQUE COMMISSION MUNICIPALES

Madame le Maire explique que le **Conseil Municipal** est l'organe délibérant qui rythme les travaux de la Collectivité, c'est en son sein que seront prises les délibérations municipales majeures relatives aux affaires de la Commune.

L'Article L.2122-22 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) prévoit que le Conseil Municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises à l'ordre du jour du Conseil.

Ces Commissions sont destinées à améliorer le fonctionnement du Conseil Municipal dans le cadre de la préparation des délibérations. Elles sont dites permanentes dès lors qu'elles sont constituées pour toute la durée du mandat. Elles émettent de simples avis et peuvent formuler des propositions, mais ne disposent d'aucun pouvoir propre, le Conseil Municipal étant le seul compétent pour régler, par ses délibérations, les affaires de la Commune.

Aucune disposition législative ou réglementaire n'apporte de précision sur l'organisation de leurs travaux. Cela fera l'objet d'une définition dans le **NOUVEAU règlement intérieur du Conseil Municipal** qui sera prochainement proposé.

Ces Commissions Municipales sont convoquées par le Maire qui en est le Président de droit. Dès leur première réunion, les Commissions désigneront un Vice-Président qui pourra les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

Pour ce mandat il est proposé de créer **8 Commissions Municipales Permanentes** afin d'étudier des affaires d'intérêt local dans les domaines les plus divers : social, enseignement, urbanisme, environnement, habitat, etc..

Madame le Maire propose de créer, pour ce mandat, 8 Commissions Municipales Permanentes. Elle demande aux élus de se positionner selon les thématiques qui les intéressent en sachant qu'ils pourront également demander à participer aux autres Commissions, mais uniquement pour écouter et non participer.

Elle énumère les Commissions :

1-COMMISSION « FINANCES- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES- INTERCOMMUNALITE- SECURITE PUBLIQUE »

2-COMMISSION « CULTURE-FESTIVITES-CEREMONIES-ATTRACTIVITE DE LA COMMUNE »

3-COMMISSION « URBANISME-DEVELOPPEMENT URBAIN-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE-RELATION AVEC LES COMMERCES :

**4-COMMISSION « CADRE DE VIE-CITOYENNETE-DEMOCRATIE
LOCALE-LOGEMENT-SALUBRITE**

**5- COMMISSION « ENTRETIEN DU PATRIMOINE COMMUNAL- VOIRIES-
RELATION AVEC LE MONDE AGRICOLE- ACCESSIBILITE ».**

6- COMMISSION » ENSEIGNEMENT- VIE SCOLAIRE »

**7-COMMISSION « SOLIDARITE-PETITE ENFANCE-JEUNESSE-FAMILLE-
SANTE-HANDICAPS-SENIORS »**

8-COMMISSION « VIE ASSOCIATIVE-ETAT CIVIL-COMMUNICATION

Le Conseil Municipal dispose d'une totale liberté pour créer ou non des commissions municipales et pour décider du nombre de membres qui les composent. **Seules les commissions d'appel d'offres sont obligatoires.**

Dans son article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales – Alinéa 3 dispose que : « ... *Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale... ».*

Afin d'une part, de respecter la représentation proportionnelle et d'autre part, de permettre l'expression pluraliste des Elus au sein de l'assemblée communale, il est proposé de fixer le nombre de sièges à pourvoir par Commissions Municipales Permanentes.

Après délibération, Madame le Maire propose de fixer le nombre de sièges à 7 (sept) dans chaque Commission.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

**X- DESIGNATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS
MUNICIPALES PERMANENTES :**

Madame le Maire rappelle que toutes les commissions ont leur importance, elles participent toutes au devenir de la commune.

Chaque Commission est exclusivement constituée de Conseillers Municipaux, contrairement aux comités consultatifs qui peuvent intégrer des habitants de la commune. Le Maire étant Président de droit de toutes les Commissions, il n'a pas à figurer sur la liste des membres à désigner.

Les membres sont élus :

- **Au scrutin secret (art L22 du CGCT)**
- **Pour la durée du mandat**

Chaque membre de Commission ouverte est tenu individuellement à l'obligation de réserve, et ne peut en aucun cas communiquer sur les travaux de la Commission à l'extérieur sans autorisation du Maire ou du Vice-Président de la Commission. En cas de NON-RESPECT de cette obligation, le Conseil Municipal pourra décider de son exclusion.

Le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur la liste des candidats de chacune des Commissions Municipales Permanentes.

1-COMMISSION « FINANCES- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES-INTERCOMMUNALITE- SECURITE PUBLIQUE »

Membres : Monsieur Daniel HERLAUD, 1er Adjoint, Monsieur Benamar TOUATI, Monsieur Jean-Luc FRERE, Monsieur Patrick LATOUCHE, Monsieur Cédric LATOUCHE, Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI, Monsieur Benjamin LECLERCQ

2-COMMISSION « CULTURE-FESTIVITES-CEREMONIES-ATTRACTIVITE DE LA COMMUNE »

Membres : Madame Christine PLUMECOCQ, 2ième Adjointe, Madame Eveline LEGRAND, Madame Corinne RIBEAUCOUP, Madame Sylviane DEBOSZ, Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI, Monsieur Jean-Claude LIETARD, Monsieur Jean-Luc BULENS

3-COMMISSION « URBANISME-DEVELOPPEMENT URBAIN-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE-RELATION AVEC LES COMMERCES :

Membres : Monsieur Jean-Luc FRERE, 3ième Adjoint, Monsieur Patrick LATOUCHE, Monsieur Daniel HERLAUD, Monsieur Benamar TOUATI, Monsieur Cédric LATOUCHE, Monsieur Benjamin LECLERCQ, Monsieur Jean-Luc BULENS ;

4-COMMISSION « CADRE DE VIE-CITOYENNETE-DEMOCRATIE LOCALE-LOGEMENT-SALUBRITE

Membres : Madame Eveline LEGRAND, 4ième Adjointe, Madame Christine PLUMECOCQ, Madame Nathalie DELHAYE, Madame Virginie BERNUS, Monsieur Michel RENARD, Monsieur Anthony HERNANDEZ, Monsieur Jean-Claude LIETARD.

5- COMMISSION « ENTRETIEN DU PATRIMOINE COMMUNAL- VOIRIES-RELATION AVEC LE MONDE AGRICOLE- ACCESSIBILITE ».

Membres : Monsieur Patrick LATOUCHE, 5ième Adjoint, Monsieur Jean-Luc FRERE, Monsieur Anthony HERNANDEZ, Monsieur Cédric LATOUCHE, Monsieur Benjamin LECLERCQ, Monsieur Didier MARMIGNON, Monsieur Romuald CHANTREL.

6- COMMISSION » ENSEIGNEMENT- VIE SCOLAIRE »

Membres : Madame Catherine ROLY, 6ième Adjointe, Madame Corinne RIBEAUCOUP, Madame Annie NOTELET, Madame Tiffanie SURIA, Madame Sandrine PONCHANT, Madame Sylviane DEBOSZ, Monsieur Michel RENARD.

7-COMMISSION « SOLIDARITE-PETITE ENFANCE-JEUNESSE-FAMILLE-SANTE-HANDICAPS-SENIORS »

Membres: Monsieur Benamar TOUATI, 7ème Adjoint, Madame Catherine ROLY, Madame Corinne WISNIEWSKI, Madame Monique PASSET, Madame Patricia DURIEUX, Madame Sandrine PONCHANT, Madame Annie NOTELET ;

8-COMMISSION « VIE ASSOCIATIVE-ETAT CIVIL-COMMUNICATION

Membres : Madame Nathalie DELHAYE, 8ème Adjointe, Madame Catherine ROLY, Madame Tiffanie SURIA, Monsieur Michel RENARD, Monsieur Didier MARMIGNON, Monsieur Romuald CHANTREL, Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI

THEME MARCHE PUBLIC

XI- DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES(CAO)

La Commission d'Appel d'Offre est une Commission composée de 5 membres à voix délibérative qui sont issus de l'Assemblée délibérante. Elle a les rôles suivants :

- Elle examine les candidatures et les offres en cas d'appel d'offres
- Elle élimine les offres non conformes à l'objet du marché
- Elle choisit l'offre la plus avantageuse (aspect techniques et financiers) et attribue le marché
- Elle a le pouvoir de déclarer l'appel d'offres infructueux
- Elle doit donner son avis favorable pour l'engagement d'une procédure négociée par la personne responsable des marchés

En cas d'urgence impérieuse, le marché peut-être attribué sans réunion préalable de la Commission d'Appel d'Offres.

Ainsi, suite aux Elections Municipales du 15 Mars 2020, il est nécessaire de procéder, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à l'élection des membres devant composer la Commission d'Appel d'Offres.

Le Conseil Municipal est appelé à élire ladite liste des élus.

MEMBRES TITULAIRES :

- Monsieur Jean-Luc FRERE
- Monsieur Daniel HERLAUD
- Monsieur Patrick LATOUCHE
- Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI
- Monsieur Benamar TOUATI

MEMBRES SUPPLEANTS :

- Monsieur Didier MARMIGNON
- Monsieur Benjamin LECLERCQ
- Madame Christine PLUMECOCQ
- Madame Eveline LEGRAND
- Monsieur Michel RENARD

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

THEME ACTION SOCIALE

XII-CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL (C.C.A.S) d'ESCAUTPONT-CONSEIL D'ADMINISTRATION – DETERMINATION DU NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

XIII- C.C.A.S d'ESCAUTPONT- DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Benamar TOUATI, Vice Président du C.C.A.S, rappelle que celui-ci est un établissement public administratif qui dispose d'une personnalité juridique distincte, c'est-à-dire un budget, des biens et un personnel propres. Il explique qu'être membre du C.C.A.S représente une mission passionnante néanmoins elle réclame une confidentialité essentielle pour le respect de la vie privée des personnes. Il fonctionne grâce à un budget qui lui est propre, financé en grande partie par des aides communales, des dons ou des legs. Son régime juridique relève du droit public. Chaque commune est tenue, en l'état actuel de la législation, de créer un C.C.A.S, établissement public autonome en matière sociale. Le C.C.A.S est dirigé par un Conseil d'Administration qui dispose d'une compétence générale de gestion.

Les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil d'Administration du C.C.A.S et plus particulièrement celles qui concernent le quorum, les délibérations, les mandats et le déroulement du scrutin, sont identiques à celles applicables au Conseil Municipal, mais il existe toutefois des dispositions spécifiques.

Suite aux élections du 15 mars 2020, il est donc nécessaire de renouveler le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Actions Sociales (C.C.A.S) d'ESCAUTPONT. En la matière, le Conseil Municipal fixe par délibération le nombre de membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S, en fonction de l'importance de la commune et des activités exercées par cet organisme.

Le Conseil d'Administration comprend en nombre égal des membres élus par le Conseil Municipal et des membres nommés par le Maire, avec un nombre total maximum de 16 membres et un minimum de 8 membres (non compris le Maire, Président de droit), soit par exemple :

- **8 membres élus en son sein par le Conseil Municipal**
- **8 membres nommés par le Maire parmi des personnes non membres du Conseil Municipal qui participent à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune.**

Le Conseil Municipal procède dans un délai de deux mois à compter de son installation à l'élection des nouveaux membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S. Les membres sont élus pour la durée du mandat du Conseil Municipal (Art. R.123-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

Pour ce mandat, il est proposé au Conseil Municipal de fixer, outre le Maire – Président de plein droit, le nombre des membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S d'ESCAUTPONT à :

- 6 (SIX) membres élus en son sein par le Conseil Municipal.
- 6 (SIX) membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil Municipal.

Le Conseil d'Administration du CCAS sera alors composé au total de 12 (DOUZE) membres.

Le Conseil Municipal est appelé à fixer à 12 (DOUZE) le nombre des membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S d'ESCAUTPONT.

VOTE pour le nombre de membres : POUR à l'UNANIMITE

Suite à la détermination du nombre de membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S d'ESCAUTPONT (**cf : le point N° 11**) et conformément à l'article R. 123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, il convient à présent au Conseil Municipal d'élire en son sein, les membres qui siégeront audit Conseil d'Administration.

Conformément à la législation en vigueur, cette élection doit avoir lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

À cet effet, une liste de 6 (SIX) conseillers municipaux doit être proposée pour siéger au sein du Conseil d'Administration du C.C.A.S d'ESCAUTPONT.

Madame le Maire demande l'approbation de l'Assemblée afin effectuer un vote à main levée concernant l'appel à candidature au poste de membre du Conseil d'Administration.

L'Assemblée est favorable.

Monsieur Benamar TOUATI fait un appel à candidatures pour les postes de membres parmi les élus ;

NOMS DES CANDIDAT(E)S ELU(E)S (parmi les membres du Conseil Municipal.)

- **Monsieur Benamar TOUATI**
- **Madame Catherine ROLY**
- **Madame Monique PASSET**
- **Madame Patricia DURIEUX**
- **Monsieur Jean-Luc FRERE**
- **Madame Nathalie DELHAYE**

VOTE: POUR à l'UNANIMITE

THEME INTERCOMMUNALITE

XIV- DESIGNATION DES DELEGUES TITULAIRES ET SUPPLEANTS APPELES A REPRESENTER LA COMMUNE AU SEIN DES DIFFERENTS ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE (E.P.C.I)

Madame le Maire explique que les Conseils Municipaux doivent élire, parmi leurs membres, les délégués qui représenteront la Commune au sein d'établissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I)

Suite aux Elections Municipales du 15 Mars 2020, il est donc nécessaire d'élire les délégués de chaque EPCI.

Elle fait appel à candidature :

a)Syndicat des Eaux du Valenciennois :

- 2 délégués titulaires : Monsieur Patrick LATOUCHE et Monsieur Michel RENARD
- 1 délégué suppléant : Monsieur Romuald CHANTREL

VOTE: POUR à l'UNANIMITE

b)Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique et de Gaz dans l'arrondissement de VALENCIENNES (S.I.D.E.G.A.V)

- 2 délégués titulaires : Monsieur Jean-Luc FRERE et Monsieur Patrick LATOUCHE
- 1 délégué suppléant : Monsieur Michel RENARD

VOTE: POUR à l'UNANIMITE

Concernant le SIDEHAV, **Madame le Maire** rappelle qu'une demande de subvention d'un montant d'environ 90 000 euros a été déposée concernant les réseaux de la Rue Wagret.

c)Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional (P.N.R) Scarpe Escaut :

- 1 délégué titulaire : Monsieur Benamar TOUATI
- 1 délégué suppléant : Monsieur Jean-Claude LIETARD

VOTE: POUR à l'UNANIMITE

Madame le Maire précise que notre Parc Naturel a été l'un des 1er à avoir obtenu la Certification Parc Escaut.

XV- SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (S.P.L) DU CENTRE AQUATIQUE INTECOMMUNAL DE SAINT-AMAND LES EAUX

La SPL est une société anonyme, régie par le Code du commerce, constituée de collectivités territoriales et/ou de leurs groupements, dans le cadre de leurs compétences. Son capital est exclusivement public et tous les membres du conseil d'administration sont des élus locaux représentant les collectivités actionnaires.

Madame le Maire rappelle, que suite aux Elections Municipales du 15 Mars 2020, il est nécessaire de désigner, parmi le Conseil Municipal, les élus qui représenteront la Commune en son sein :

- **Représentant permanent de la Commune d'ESCAUTPONT au sein de la Commission de Contrôle analogue : Monsieur Daniel HERLAUD**
- **Suppléant : Monsieur Michel RENARD**
- **Technicien : Monsieur Didier FOUREZ**

- **Représentant permanent de la ville pour siéger au sein de l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de la S.P.L du Centre Aquatique Intercommunal de SAINT-AMAND: Monsieur Jean-Luc FRERE**
- **Suppléant : Monsieur Raphaël KRUSZYNSKI**

Madame le Maire rappelle que dans le cadre des activités de la SPL, sont programmées des séances de natation au bénéfice des élèves des écoles élémentaires de la Commune. Le Directeur propose également des visites du Centre Aquatique.

VOTE: POUR à l'UNANIMITE

QUESTION PREALABLE : POINT A : " Mise en place de l'astreinte de décision, à destination des Chefs de Service."

Monsieur Daniel HERLAUD définit l'astreinte comme «une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant le déplacement aller et retour sur le lieu de travail » (**Art. 5 du Décret N° 2000-815 DU 25/08/2000**)

Dans la filière technique, on distingue trois astreintes différentes :

- **L'astreinte d'exploitation** : cette astreinte concerne la situation des agents tenus, pour des raisons de nécessité de service, de demeurer à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir dans le cadre d'activités particulières.
- **L'astreinte de sécurité** : cette astreinte concerne les agents amenés à intervenir lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent (situation de crise ou pré-crise)
- **L'astreinte de décision** : cette astreinte concerne la situation du personnel d'encadrement pouvant être joint directement par l'autorité territoriale, en dehors des

heures d'activité normale de service afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires.

Il est demandé au Conseil Municipal de mettre en place ces astreintes en respectant les barèmes instaurés par la Fonction Publique Territoriale.

VOTE : POUR à l'UNANIMITE

QUESTIONS DIVERSES

Madame le Maire rappelle que les élus ont le droit d'exposer en séance de Conseil Municipal des questions diverses ayant trait aux affaires de la Commune. Ils ne peuvent poser qu'une seule question par réunion. La question doit être rédigée et sommairement et se limiter aux éléments indispensables à sa compréhension sans imputation personnelle.

Les questions doivent être adressées à Madame le Maire, **3 jours francs avant la séance du Conseil :**

- **Soit par écrit**
- **Soit par courriel à l'adresse mail (dgs@mairie-escautpont.fr) à la condition sine qua non que l'expéditeur demande un ACCUSE RECEPTION et également une NOTIFICATION DE L'ETAT DE DISTRIBUTION du courriel.**

Dans l'éventualité où ce délai ne serait pas respecté, les questions pourraient être reportées au Conseil Municipal suivant.

Le dépôt des questions écrites sous enveloppe fermée peut se faire directement auprès des services d'accueil contre récépissé.

Madame le Maire informe l'Assemblée de l'ouverture d'une nouvelle friagerie sur le parking de la GUINGUETTE. Avant le confinement, deux autres friageries étaient déjà implantées : "le café de la Mairie" et "Mille et une frites". Afin de satisfaire ces deux commerçants, un compromis a été trouvé quant aux horaires d'ouverture.

Monsieur Michel RENARD ajoute qu'en effet, le "café de la mairie" étant désormais ouvert les samedis et dimanches, "Mille et une frites" s'installera à la salle des sports le week-end et non sur la Place Roger Salengro.

Madame le Maire annonce que, par courrier en date du 8 juin 2020, les autorités de l'État, l'ont mis en demeure, de rouvrir les écoles de la Commune et de prendre les dispositions nécessaires pour accueillir les enfants.

En effet, Monsieur le Sous-Préfet estime que la réouverture des écoles est une urgence sociale et pédagogique et que l'arrêté du 6 mai 2020 portant sur la fermeture temporaire des Écoles Communales sera à défaut déferé.

Bien qu'un sondage, effectué auprès des parents, indiquait que seuls 20% d'entre eux envisageaient le retour de leurs enfants à l'école et que l'ensemble du Conseil Municipal n'estime pas raisonnable, pour la santé et la sécurité de tous, de rouvrir les écoles publiques de la Commune, il conviendra de tout mettre en œuvre, en collaboration avec l'Éducation nationale et les équipes pédagogiques, pour la réouverture des écoles dès lundi.

Toutefois, pour des raisons d'organisation les deux écoles maternelles resteront fermées et l'école élémentaire Brunehaut (travaux en cours) également.

L'accueil de l'ensemble des enfants des classes élémentaires de la commune s'effectuera donc sur un seul site : l'école élémentaire du Centre.

FIN DE SÉANCE :00H45